

CAMILLE SARI, PRÉSIDENT DE L'INSTITUT EUROMAGHRÉBIN D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVES (IEMEP)

« LE PROBLÈME DU SAHARA N'A PAS EMPÊCHÉ L'UMA DE VOIR LE JOUR »

AFRIMAG : Pensez-vous que la complexité des relations entre les deux grands pays du Maghreb, le Maroc et l'Algérie, sur la question du Sahara suffisent à expliquer le blocage des projets économiques viables au sein l'Union du Maghreb arabe (UMA) ?

Camille Sari : On peut le penser même s'il n'explique pas tout. Une partie de l'armée algérienne est contre toute ouverture du pays en direction des voisins. Cet état de fait s'explique par le maintien de l'emprise de l'armée à la tête de l'Etat par la légitimation de sa présence et son contrôle des institutions et de la vie politique. Cette attitude se traduit par la fermeture de la frontière avec le Maroc mais également avec le Mali et la Libye de façon déguisée. Avec cette dernière, ce sont 45000 soldats algériens qui sont aujourd'hui alignés à la frontière. Soutenir l'idée selon laquelle la question du Sahara constitue un blocage pour l'UMA n'est pas fausse même si ce n'est pas l'unique raison. Sinon, comment expliquer la création de l'UMA en février 1989 avec la participation active du défunt monarque marocain Hassan II et l'ancien président algérien Chadli Benjedid. Cela veut dire que le problème du Sahara n'a pas empêché l'UMA de voir le jour. On peut créer une communauté économique en mettant de côté les velléités politiques. Les exemples sont légion dans le monde, notamment au sein de l'Association des nations de l'Asie du sud-est (Asean) où les conflits n'ont pas altéré les échanges intra-Asean. Les investissements connaissent d'ailleurs des niveaux importants puisque le taux d'intégration des échanges entre pays de l'Asean est passé de 15% à 25% en 20 ans. Le libre-échange a fini par s'imposer et devrait être quasi général d'ici 2015 entre les pays membres de l'organisation.

Pouvez-vous quantifier ce que coûte la fermeture de la frontière entre le Maroc et l'Algérie aux économies des deux pays, mais



également à l'ensemble du Grand Maghreb ?

Toutes les études du FMI et de la Banque mondiale sur l'absence d'échanges économiques significatifs entre les cinq pays de l'UMA ont abouti à une conclusion cinglante : une perte sèche de 2 points de PIB à la région.

On avance souvent que l'Algérie a du pétrole, donc elle ne peut pas être gagnante dans une zone économique comme l'UMA. Un point de vue qui ne résiste pas à la critique. Non seulement l'Algérie sera gagnante, mais, selon une étude de la Banque mondiale, l'UMA lui permettra de se doter les moyens de diversifier son économie essentiellement tributaire du pétrole et du gaz. D'ailleurs, cette manne est en phase de déclin ! Dans 15 ans, l'Algérie sera dans l'incapacité d'exporter son gaz pour pouvoir répondre à la demande domestique. Sans les colossales recettes des hydrocarbures, le pays aura du mal à supporter l'achat des biens d'équipement et de consommation dont le montant est en moyenne de 66 milliards de dollars US par an. La question qui se pose aujourd'hui avec acuité est la suivante : comment l'Algérie fera-t-elle face à l'après pétrole ?

Lors de la visite du roi Mohammed VI en Tunisie, les deux pays ont

imaginé des synergies à bâtir pour relancer la croissance au Maghreb. Comment réussir pareilles initiatives quand on sait que les concertations au haut niveau sont limitées entre les pays du Maghreb ?

Le Maroc et la Tunisie sont conscients que leur avenir se joue avec l'intégration maghrébine. Pour le roi du Maroc, je cite : « l'intégration n'est pas un simple choix. C'est une nécessité, une obligation ».

Pour contenir l'islamisme, la Tunisie cherche à s'inspirer du modèle marocain jugé tolérant en envoyant des imams se former au Maroc. Quelle analyse politique feriez-vous de cette initiative ?

Il a été constaté que depuis le changement politique et institutionnel intervenu en Tunisie que les imams profèrent des slogans radicaux dans les mosquées ou utilisent ces lieux de culte à des fins politiques. Des imams ont même débordé pour n'avoir pas respecté les préceptes de l'islam. C'est pour rompre avec ces méthodes détestables que les imams tunisiens vont au Maroc pour se former à l'islam tolérant, loin du prosélytisme politique, qui a été toujours pratiqué dans le royaume chérifien.

Quelle place pour la Mauritanie et la Libye dans l'ensemble maghrébin ?

Il ne faut jamais perdre de vue que le Maghreb est constitué de cinq Etats parmi lesquels la Libye qui connaît une situation politique et institutionnelle délicate. On espère que ce pays se stabilisera bientôt pour devenir un acteur de premier plan dans la région.

Quant à la Mauritanie, son président Mohamed Ould Abdelaziz est convaincu de l'intérêt, pour son pays, d'une intégration économique au niveau maghrébin. La Mauritanie a tout à y gagner pour lutter contre la pauvreté endémique.

Entretien réalisé par M.S